



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-neuvième session
Rome, 3 - 4 mai 2000

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

POUR

**LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ PARTICIPATIF EN ZONE NON
IRRIGUÉE DANS LE CONTEXTE DE L'APRÈS-CRISE**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTES DES ZONES DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	vii
NOTE DE PRÉSENTATION	viii
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Indonésie	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME	4
A. Zone du programme et groupe cible	4
B. Objectifs et portée du programme	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement du programme	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO INDONESIA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À L'INDONÉSIE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. EXPENDITURE ACCOUNTS BY COMPONENT (COMPTES DE DÉPENSES PAR COMPOSANTE)	7
V. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	8
VI. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	12

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Rupiah indonésienne (IDR)
1,00 USD	=	7 500 IDR
1,00 IDR	=	0,0003 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BA sD	Banque asiatique de développement
BIMAS	Guidage des masses pour la production agricole
BSP/ONU	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU
GVAA	Groupements villageois d'auto-assistance
IDT	Programme présidentiel
NTB	Nusa Tenggara Barat
NTT	Tenggara Timur
ONG	Organisation non gouvernementale
PIDRA	Programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise
PPK	Programme de développement au niveau des sous-districts
P4K	Projet générateur de revenus pour les agriculteurs marginaux et les paysans sans terre
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi et évaluation
S&EP	Suivi et évaluation participatif

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

Exercice financier

1^{er} avril - 31 décembre
(1^{er} janvier – 31 décembre à partir de 2001)

CARTES DES ZONES DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

INDONESIA

NUSA TENGGARA TIMUR

Programme for Participatory Integrated Development in Rainfed Areas



Source: FIDA

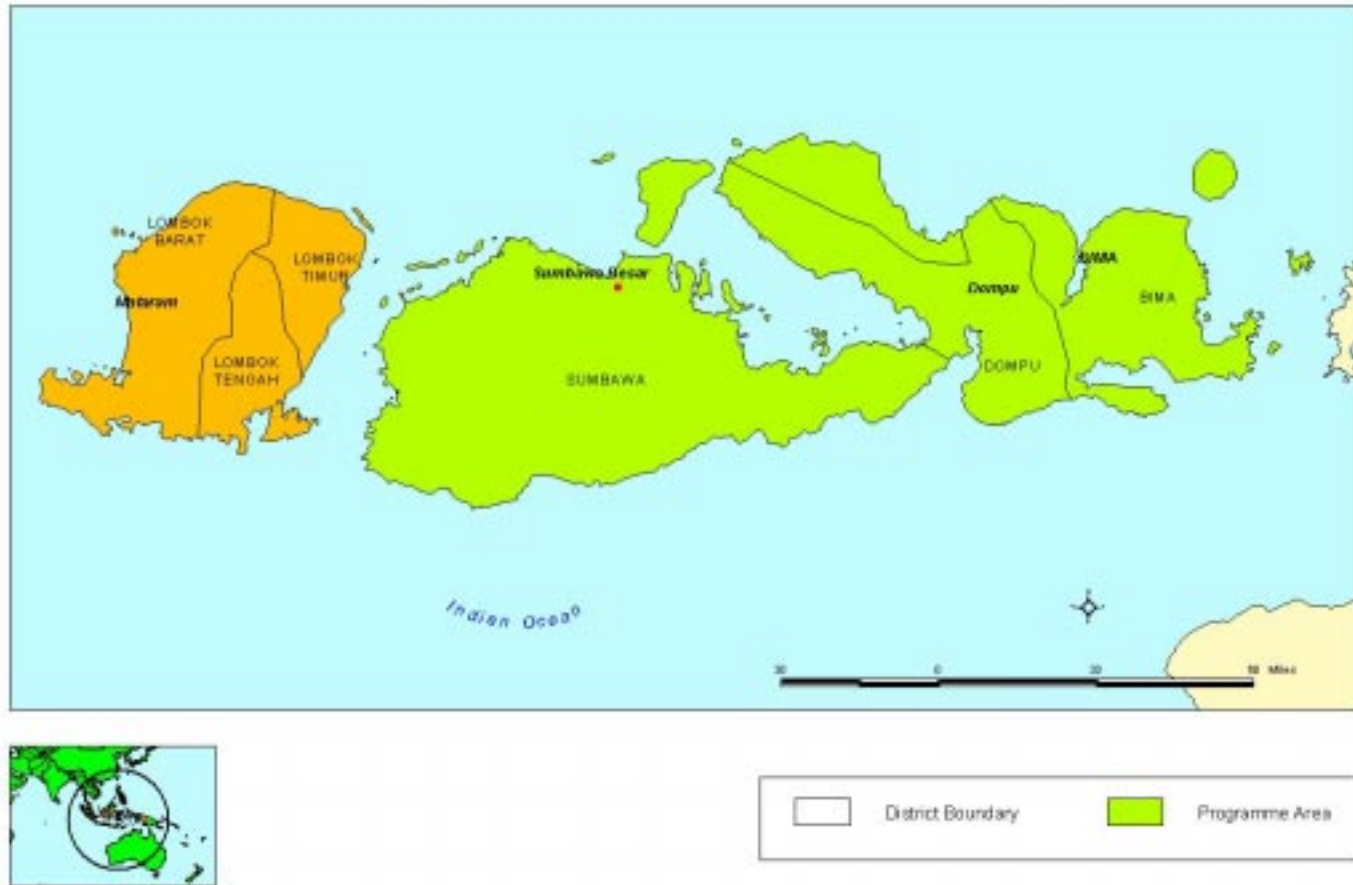
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



INDONESIA

NUSA TENGGARA BARAT

Programme for Participatory Integrated Development in Rainfed Areas



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ PARTICIPATIF EN ZONE NON IRRIGUÉE DANS LE CONTEXTE DE L'APRÈS-CRISE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROGRAMME:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République d'Indonésie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture/Guidage des masses pour la production agricole (BIMAS)
COÛT TOTAL DU PROJET:	27,4 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	17,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,5 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	None
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	3,2 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	700 000 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)



NOTE DE PRÉSENTATION

Groupe cible et zone du programme. Le programme, d'une durée de huit ans, vise à toucher quelque 100 000 familles pauvres (près d'un demi million de personnes), soit 20% des habitants des 500 villages les plus pauvres des provinces de Java est, Nusa Tenggara Barat (NTB) et Nusa Tenggara Timur (NTT). Dans chacune de ces provinces, plusieurs districts ont été sélectionnés sur la base de l'incidence de la pauvreté et de leur dépendance à l'égard de l'agriculture non irriguée (plus de 75% de la surface cultivée se situant en montagne).

Objectifs du programme. Le but visé est d'accroître les revenus et la production vivrière et d'améliorer durablement les conditions de vie de 100 000 ménages à faible revenu dans la zone du programme. Cela sera accompli: i) en constituant de nouveaux groupements villageois d'auto-assistance (GVAA) – d'agriculteurs en général et de femmes – ou en renforçant les groupements déjà existants, et en les rendant viables et autonomes; ii) en encourageant la préservation et le développement des ressources naturelles; iii) en améliorant les infrastructures villageoises.

Description du programme. La mise en oeuvre du programme sera décentralisée, la responsabilité de la gestion se situant au niveau du district et celle de la coordination aux niveaux provincial et national. Le programme appliquera une approche participative. Après une analyse participative initiale des contraintes et des priorités, qui se basera sur un diagnostic participatif, des GVAA seront constitués. Les groupements d'agriculteurs, composés à la fois d'hommes et de femmes, axeront leurs activités sur la conservation des sols au niveau des exploitations agricoles. Les groupements de femmes seront axés sur des activités hors exploitation génératrices de revenus. Les GVAA constitueront du capital local au moyen de leurs propres économies assorties de dons de contrepartie; ils recevront aussi une formation à la gestion de groupes, y compris au suivi et à l'évaluation participatifs (S&EP). Toutes ces activités seront englobées dans la composante développement communautaire et promotion de la parité hommes-femmes, qui sera exécutée par une équipe mixte constituée d'agents de vulgarisation agricole basés dans les villages et d'animateurs appartenant à une organisation non gouvernementale (ONG). Une composante développement de l'agriculture et de l'élevage appuiera les priorités établies par les intéressés en matière de développement agricole. L'attention se portera sur des systèmes productifs et reproductibles de réhabilitation des terres au niveau des exploitations, notamment les cultures en bandes alternées et les haies protectrices. Afin de répondre à la forte demande d'améliorations dans les infrastructures des collectivités, le programme fournira un appui pour l'amélioration des routes, l'alimentation en eau potable et l'aménagement de marchés, à travers sa composante infrastructures villageoises et gestion des terres. Celle-ci inclura en outre la conservation des sols au niveau des microbassins versants. Une composante appui institutionnel et gestion du programme veillera à ce que les organismes gouvernementaux de mise en oeuvre et de gestion disposent de ressources appropriées pour s'acquitter de leurs responsabilités respectives.

Bénéfices. Pour atteindre l'effectif visé de 100 000 ménages à faible revenu, le programme adoptera une approche participative et laissera le choix réel des diverses activités aux GVAA et aux collectivités villageoises. Il n'est donc pas possible de prédire quels investissements dans l'économie et les infrastructures seront effectivement choisis. Les bénéfices quantifiables du programme comprendront les activités de développement des cultures et de l'élevage ainsi que les activités hors exploitation génératrices de revenus qui seront menées par les membres des groupements, hommes et femmes. Les bénéfices non quantifiables iront du renforcement des capacités et du développement institutionnel des groupements d'auto-assistance à une meilleure alimentation en eau potable, à l'amélioration de l'accessibilité des villages grâce à la construction de routes et aux effets qu'aura sur l'environnement l'adoption de techniques d'agriculture à visée préservatrice et régénératrice.



Risques du programme. Le principal risque direct tient à l'éventualité que la crise financière continue d'avoir des incidences sur la disponibilité de fonds de contrepartie. Le FIDA a réduit ce risque en abaissant la contribution du gouvernement à 10% des coûts totaux du programme. Le Gouvernement indonésien a officiellement adopté une politique de décentralisation, qui sera pleinement appliquée en 2001, ce qui pourrait sérieusement perturber les systèmes de gestion. C'est pourquoi il est jugé opportun d'investir dans le renforcement des capacités à tous les niveaux et d'étendre sur huit ans la durée du programme. La logique du programme se fonde sur le partenariat entre BIMAS (Guidage des masses pour la production agricole), en qualité d'agence d'exécution, et les ONG, avec leurs compétences en développement communautaire. Il est cependant nécessaire d'instaurer un climat de confiance mutuelle entre les personnels des organismes gouvernementaux et ceux des ONG si l'on veut que le partenariat apporte les bénéfices escomptés. Ce processus demandera du temps ainsi qu'un suivi et un appui.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE
POUR LE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ PARTICIPATIF EN ZONE NON
IRRIGUÉE DANS LE CONTEXTE DE L'APRÈS-CRISE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République d'Indonésie d'un montant de 17,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,5 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. L'Indonésie a été gravement touchée par la crise financière asiatique, qui s'est traduite par une rapide dépréciation de la monnaie à partir d'août 1997. Le niveau des prix intérieurs a emboîté le pas et l'indice des prix à la consommation a grimpé de 78% en 1998. Les augmentations des salaires officiels n'ont pu soutenir le rythme de l'inflation et les niveaux de pauvreté ont brusquement augmenté. Tandis que l'attention du gouvernement, ainsi que de la grande majorité des bailleurs de fonds, se focalisait sur l'atténuation des incidences de la crise dans les zones urbaines au moyen de mesures appropriées de protection sociale, le diagnostic du FIDA a révélé par ailleurs que les ménages ruraux souffrant d'un déficit alimentaire avaient été très affectés par les pertes d'emplois dans les régions urbaines. Il en est résulté une sensible réduction des envois de fonds aux zones rurales et de fortes augmentations des prix des intrants agricoles – qui ont sapé leurs capacités de production – ainsi que des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de base essentiels. La sécheresse a encore exacerbé la crise en Indonésie orientale, touchant également certaines parties de Java au second semestre 1997 et provoquant au cours de la même période des incendies de forêt à Sumatra, Kalimantan et en Indonésie orientale.

2. Le taux de croissance du PIB, qui était encore de 4,9% en 1997, s'est contracté de 14% en 1998. Le PIB par habitant a perdu plus de la moitié de sa valeur, tombant à 449 USD en 1998.² En 1999, la baisse du PIB s'est inversée et une modeste croissance de 0,2% a été enregistrée; pour l'année 2000, une croissance du PIB de 2 à 4% est prévue.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

² Gouvernement de l'Indonésie et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Challenges for a New Generation: the Situation of Children and Women in Indonesia, 2000, version préliminaire janvier 2000.



3. En 1998, en partie grâce à l'amélioration des conditions météorologiques après la sécheresse de l'année précédente, le secteur agricole a eu des performances relativement bonnes: sa part dans le PIB est passée de 16% à 18%, tandis que la production globale augmentait de quelque 0,3%. Au sein de ce secteur cependant, c'est spécialement le sous-secteur des plantations qui a connu une rapide expansion, bénéficiant de sa compétitivité accrue sur les marchés d'exportation. Le sous-secteur des cultures vivrières s'est moins bien comporté à cause des perturbations qui ont affecté les fournitures d'intrants et leur financement au dernier trimestre de 1997, et dont les effets se sont conjugués à ceux de la sécheresse qui a conduit à une récolte de paddy de 21,6 millions de tonnes pour les quatre premiers mois de 1998, soit 20% de moins que le niveau record de la période correspondante de 1997. Les résultats pour la période de mai à août 1998 (15,6 millions de tonnes) ont par contre dépassé de 6% les niveaux de production de 1997. Le déficit global en riz a exigé en 1998 des importations de 4,3 millions de tonnes au total. Tandis que d'autres cultures, telles que le soja et le manioc, présentaient une évolution similaire, seul le maïs cultivé en sec a maintenu son niveau de production de l'année précédente.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

4. Par nature, les systèmes de culture pluviale sont tributaires de la situation écologique et sont diversifiés selon les régions. Il faut donc que l'appui qui leur est apporté soit spécifique au lieu considéré et qu'un large spectre d'options soit offert. Il est nécessaire que l'agriculture basée sur des pratiques de conservation encourage plusieurs techniques différentes, en se fondant sur, et en développant, les connaissances locales élaborées au fil des siècles par les paysans. Les groupements doivent être considérés comme des moyens institutionnels d'autonomiser les ruraux pauvres plutôt que comme des canaux de distribution d'activités du programme. Si un renforcement des capacités adéquat est assuré aux groupements d'auto-assistance, la gestion du crédit elle-même devient une activité qui contribue à l'autonomisation. Du fait de la culture héritée d'un État paternaliste qui guide les agriculteurs, l'efficacité des services gouvernementaux en matière de développement communautaire est limitée. Les subventions et les dons auxquels on a largement recouru par le passé ont entraîné la dépendance plutôt que l'autonomie, et on ne peut plus se les permettre. Souvent, les vulgarisateurs de terrain des organismes officiels sont surchargés de responsabilités, leur supervision est inefficace et leur formation inadéquate. Sachant que jusque tout récemment les organisations non gouvernementales (ONG) ont opéré indépendamment des services gouvernementaux, il est nécessaire d'édifier des relations de confiance réciproque entre le gouvernement et les ONG, sur la base de la compréhension commune de l'objectif général et de la reconnaissance commune des avantages comparatifs respectifs. Ce processus prendra forcément du temps, mais la possibilité d'en retirer des bénéfices tangibles grâce à une mise en oeuvre plus efficace des activités de développement est très élevée. Une plus grande reconnaissance du rôle des femmes dans les activités agricoles et extra-agricoles est indispensable. Aussi bien dans le projet générateur de revenus pour les agriculteurs marginaux et les paysans sans terre (P4K) que dans le projet d'agriculture pluviale à Java Est, les groupements de femmes ont enregistré de meilleures performances dans les activités d'épargne et de crédit et ont maintenu un niveau plus élevé de pérennité que les groupements d'hommes. Une gestion décentralisée du programme pourra conduire à une mise en oeuvre plus efficace, mais elle devra être accompagnée de formation intensive de personnels locaux

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Indonésie

Politique de l'Indonésie en matière d'éradication de la pauvreté

5. À la suite de la crise économique, le gouvernement a adopté une stratégie articulée selon deux axes: l'atténuation immédiate des pires effets de la crise par un programme de protection sociale et la réduction à long terme de la pauvreté structurelle par des programmes de développement. Le programme de protection sociale du gouvernement comprend: le subventionnement de neuf produits alimentaires de base; la distribution gratuite de riz aux ménages les plus touchés; des programmes de



travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre; et des programmes spécifiques visant à réduire le décrochage scolaire et maintenir à des niveaux abordables les prix des services de santé et des médicaments. Pour ces programmes, un appui bilatéral et multilatéral substantiel a été mobilisé.

6. La stratégie gouvernementale pour réduire à long terme la pauvreté rurale se fonde sur la combinaison de trois programmes en cours. Le P4K offre un appui institutionnel aux groupements d'auto-assistance et au microcrédit. Le Programme présidentiel (IDT) apporte à des villages pauvres sélectionnés des dons pour le développement des infrastructures. Enfin, le programme de développement au niveau des sous-districts (PPK) établit des fonds de crédit renouvelables pour le financement d'initiatives villageoises. Aucun de ces programmes n'est toutefois entièrement mis en oeuvre; il est nécessaire et urgent de déployer des ressources supplémentaires dans des programmes de lutte contre la pauvreté.

Les activités d'autres grands bailleurs de fonds pour l'éradication de la pauvreté

7. Le programme de protection sociale du gouvernement a reçu l'appui de grandes institutions financières, à savoir la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAsD) et le Fonds pour la coopération économique d'outremer (OECF) du Japon. Le FIDA et la BAsD financent le P4K, tandis que la Banque mondiale finance l'IDT et le PPK. Les agences bilatérales réorientent aussi leurs activités en matière d'éradication de la pauvreté. Le Programme alimentaire mondial (PAM), avec le concours de bailleurs de fonds bilatéraux tels que l'Australie et le Japon, a réouvert son bureau et fourni des approvisionnements alimentaires. Après avoir été négligée précédemment, l'Indonésie orientale reçoit également une attention grandissante. Les bailleurs de fonds associés aux activités liées au programme de développement participatif intégré en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise (PIDRA) sont l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Agence australienne pour le développement international (AusAid), la Fondation Ford et la Banque mondiale.

Stratégie du FIDA en Indonésie

8. Les activités du FIDA seront concentrées dans des zones marginales et écologiquement dégradées dans des régions de l'Indonésie touchées par la pauvreté, la priorité étant donnée aux Îles orientales et à Kalimantan. Les agriculteurs marginaux qui souffrent d'un déficit alimentaire constituent un groupe cible prioritaire, au même titre que les communautés indigènes et les ménages dirigés par une femme. L'appui du FIDA sera axé sur le développement de l'agriculture pluviale, le microcrédit, les infrastructures communautaires, les activités extra-agricoles génératrices de revenus et l'appui aux institutions de base locales. La conservation et le développement des ressources naturelles, qui constituent la base de stratégies du groupe cible pour s'assurer durablement des moyens d'existence, seront réalisés par le biais du développement communautaire. Cela assurera la maîtrise des interventions par les bénéficiaires et leur viabilité. Des partenariats avec des ONG pour améliorer la transparence dans la mise en oeuvre du programme seront recherchés.

Raison d'être du programme

9. Se fondant sur le succès du projet d'agriculture pluviale à Java financé par le FIDA (prêt 255-ID du FIDA), le gouvernement a soumis une proposition visant à étendre le développement de l'agriculture pluviale dans neuf provinces dotées d'un potentiel prometteur. Il s'agit de Java est, Nusa Tenggara Barat (NTB), Nusa Tenggara Timur (NTT), Sulawesi sud, Sulawesi sud-est, Kalimantan ouest, Kalimantan centre, Java ouest et Java centre. Lors de l'élaboration du programme du FIDA, il a été décidé que celui-ci appuierait cette initiative dans trois provinces prioritaires – Java est, NTB et NTT. D'autres bailleurs de fonds, à savoir la Banque islamique de développement (BIsD), la BAsD, l'AusAid et la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) ont exprimé leur intérêt à appuyer le programme dans les autres provinces à un stade ultérieur.



10. Les agriculteurs des régions non irriguées des trois provinces considérées souffrent de divers facteurs limitant la mise en valeur des ressources naturelles, la fourniture des services gouvernementaux et l'accès aux opportunités commerciales. Il en résulte que leurs familles sont parmi les plus pauvres du pays. Pour lutter contre la pauvreté, il faut les appuyer par la constitution de groupements villageois d'auto-assistance ou d'institutions capables: de négocier avec plus de force et d'exercer une influence plus marquée; de renforcer leur compétitivité sur le marché grâce à des économies d'échelle; de revendiquer avec assurance les services gouvernementaux et de négocier avec le secteur privé des marchés ou des services équitables; de remettre en question la concentration des avantages au profit de membres de la collectivité bien placés; et, d'une manière générale, d'exercer les droits que leur confère la loi.

11. Le PIDRA comporte un modèle de développement qui est axé sur la population et qui fait appel, pour atteindre ses objectifs, aux avantages comparatifs d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Sa stratégie essentielle est de promouvoir la participation du groupe cible au choix des investissements économiques et d'infrastructure à mettre à sa disposition. Il s'agit d'un changement substantiel par rapport à un grand nombre de projets antérieurs et en cours menés en Indonésie, dans lesquels des investissements spécifiques, décidés sur la base des besoins ou des opportunités tels que perçus par des fonctionnaires, des consultants ou des gens de l'extérieur, étaient offerts au groupe cible. Cette approche du monde agricole a eu pour résultat un manque de responsabilisation des bénéficiaires entraînant leur dépendance plutôt que leur autonomisation. La stratégie du programme consiste à édifier la confiance en soi et l'auto-assistance chez les membres les plus pauvres de la population rurale. Pour y arriver, il est nécessaire de réaliser un équilibre entre les possibilités techniques des institutions gouvernementales et l'approche des ONG, davantage axée sur la communauté. L'Indonésie a développé un réseau très solide et capable d'ONG, qui n'avaient jusqu'à une époque récente qu'un très faible bilan de collaboration avec le gouvernement. Le PIDRA offre une chance d'optimiser cette collaboration pour assurer un progrès réel dans la lutte contre la pauvreté.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

12. Le programme intéressera 500 villages situés dans 14 districts de Java est, NTB et NTT. Dans chacune de ces provinces, certains districts ont été sélectionnés en fonction de l'incidence de la pauvreté et de leur dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale (plus de 75% de la superficie cultivée se situant en montagne). Le pourcentage de villages à cibler est plus élevé dans les provinces NTT et NTB en raison de l'incidence plus élevée de la pauvreté.

13. Les trois provinces sont très différentes. La densité de population varie d'un facteur 10 entre Java est et les deux autres. Les précipitations annuelles varient entre ces provinces – quelque 2 400 mm à Java est, 1 270 mm à Dompu et 1 466 mm à Soe – mais varient aussi considérablement au sein de chacune d'elles: Waikabukak, à Sumba ouest, reçoit également quelque 2 400 mm. Les sols sont divers: sols volcaniques fertiles et profonds dans certaines parties de Java est, sols calcifères lessivés et peu profonds dans certaines parties de NTT. Les populations diffèrent sur les plans ethnique et religieux. NTT compte une proportion élevée de chrétiens, ce qui se reflète au niveau des rapports sociaux entre hommes et femmes. Au niveau des opportunités économiques et de commercialisation, il existe de vastes différences entre l'animation de Java est et l'économie insulaire de subsistance de NTT. Il existe aussi un important courant de migration internationale en provenance de Java est. NTB et Java est ont de vastes superficies de paddy irrigué en double culture, mais NTB a une superficie de paddy par habitant deux fois plus grande que celle de Java est et quatre fois plus grande que celle de NTT. Un fait important en ce qui a trait à la conservation des sols réside dans les grandes différences en matière de tenure des terres. Dans la province de Java est, les zones d'altitude



sont en grande partie des terres libres, mais les villages de montagne ont fort peu de paddy irrigué. En montagne, les exploitations familiales sont petites et les cultures vivrières sont pratiquées dans des terrains boisés avec l'accord du service des forêts. Dans la province de NTB, les villages ont accès dans une beaucoup plus grande mesure à du paddy irrigué, mais la propriété semble être détenue par quelques propriétaires absents. Les terres d'altitude sont appropriées individuellement, avec des exploitations d'environ un hectare. Dans la province de NTT, la quasi-totalité des terres appartient à de grands propriétaires fonciers (*rajahs*), ou sont des biens communaux, ou sont situées dans des domaines forestiers.

14. En 1987, la proportion de la population rurale dont les revenus étaient inférieurs au seuil de pauvreté était de 11% pour Java est, 17% pour NTB et 22% pour NTT. Il a été estimé que ces chiffres avaient doublé à la suite de la crise. Au cours de l'étude socio-économique participative menée avant la formulation du programme en décembre 1998, 1 100 personnes ont été interviewées. Plus de la moitié de la population rurale âgée de plus de 10 ans n'a jamais fréquenté l'école ou n'a pas terminé l'école primaire. La proportion de ménages ruraux qui n'ont pas accès à l'eau dans le hameau ou le village et sont tributaires d'une source, d'une rivière, d'un bassin de réception des eaux de pluie ou d'une eau d'autre provenance est de 17,5% pour NTB, 22% pour Java est et 67% pour NTT. La proportion de sans terre est importante: 35% de la population rurale dans les districts relevant du programme. La taille moyenne des exploitations varie selon les districts et en fonction des densités de population: 0,7 ha pour Java est, 1,4 ha pour NTB et 3,5 ha pour NTT.

B. Objectifs et portée du programme

15. Le but visé est d'accroître les revenus, la production vivrière et la sécurité alimentaire ainsi que d'améliorer durablement les conditions de vie de 100 000 ménages à faible revenu dans la zone du programme. Pour y parvenir, les moyens retenus sont les suivants: i) constituer de nouveaux groupements villageois d'auto-assistance (GVAA) d'agriculteurs en général et de femmes, et les rendre autonomes et capables d'entreprendre leurs propres activités de développement; ii) promouvoir la conservation et le développement des ressources naturelles; iii) améliorer les infrastructures villageoises.

C. Composantes

16. Le programme comprend quatre composantes: i) développement communautaire et promotion de l'équité hommes-femmes; ii) développement de l'agriculture et de l'élevage; iii) infrastructures villageoises et gestion des terres; iv) appui institutionnel et gestion du programme.

Développement communautaire et promotion de l'équité hommes-femmes

17. L'objectif de cette composante est d'établir quelque 5 000 GVAA viables, comprenant: i) des groupements d'agriculteurs, hommes et femmes; ii) des groupements d'épargne et de crédit, surtout constitués de femmes (on parlera désormais de groupements d'agriculteurs et de groupements de femmes, respectivement). Des animateurs villageois relevant d'ONG et possédant une expérience spécifique de la formation au sein de groupes et des agents de vulgarisation agricole qui apporteront aux groupements leur expertise technique seront conjointement en charge de cette composante. Conjointement, ils encourageront la formation de 10 GVAA en moyenne dans chaque village; mèneront dans chaque village un diagnostic participatif pour déterminer les besoins et les priorités du village; réaliseront la planification et la préparation participatives des plans de développement villageois; assureront le suivi et l'évaluation participatif (S&EP); et appuieront les GVAA dans l'exécution des activités que ceux-ci auront sélectionnées, et dans leur qualification pour accéder à des services et ressources extérieurs au PIDRA, de manière à en faire en définitive des GVAA viables.

18. Groupements d'agriculteurs et groupements féminins auront accès à des activités communes, de formation fonctionnelle et d'appui à la commercialisation par exemple. Pour la première phase du programme, les GVAA seront encouragés à financer leurs entreprises par leurs propres économies que



viendront grossir des dons de contrepartie. À la seconde phase du programme, les GVAA qui fonctionnent bien pourront se qualifier pour être inclus au P4K. Des mécanismes de crédit spécifiques au programme pourront être établis pour répondre aux besoins de crédit dans les villages isolés auxquels le P4K n'a pas accès.

19. Tandis que des ONG d'encadrement intervenant à l'échelon provincial apporteront l'expérience en matière de coordination, de formation et de développement communautaire, des ONG intervenant à l'échelon des districts nommeront des animateurs, à raison d'un pour trois villages approximativement (30 GVAA). Chacune des trois ONG d'encadrement à l'échelon provincial et chacune des 14 ONG intervenant à l'échelon des districts emploiera quatre agents. Ces 68 agents au total seront recrutés et pourvus de bureaux et de moyens de transport, et leurs dépenses de fonctionnement seront couvertes. Les ONG auront en particulier des compétences en matière d'équité hommes-femmes, de formation et de suivi, au niveau des districts et au niveau provincial. Le gouvernement/Guidage des masses pour la production agricole (BIMAS) apportera des compétences en matière de planification, de développement technique et de suivi, ainsi que l'accès à un large éventail d'organismes de développement (travaux publics, foresterie, plantations, etc.), ce pour quoi le financement des dépenses de fonctionnement, transports, etc., est prévu.

Développement de l'agriculture et de l'élevage

20. Vu l'hétérogénéité de la zone du programme, les opportunités spécifiques d'investissement seront diverses. Pour les cultures, les possibilités seraient notamment des variétés nouvelles de cultures vivrières, la création de pépinières de semences et de semis, la production de légumes ou de fruits et la commercialisation. Pour l'élevage, elles pourraient comprendre l'achat de petits animaux d'élevage, poulets, chèvres, canards au moyen des économies des GVAA, la formation de certains membres à la vaccination et aux traitements médicaux simples, l'aménagement de zones de cultures fourragères et d'arbustes fourragers, la production d'œufs et la commercialisation. Pour les diverses possibilités, des options de parcelles de démonstration seront offertes. Un large éventail d'actions de formation sera également proposé, en fonction des priorités des GVAA. Une participation à de la recherche adaptative (faisant appel aux agriculteurs) pourra également être prévue.

21. En matière de conservation des sols, il existe une grande diversité de techniques applicables au niveau des exploitations, dont certaines seraient adaptées à Java est et d'autres à NTB et NTT. Ce sont notamment les banquettes, les haies protectrices suivant les courbes de niveau, les cultures en bandes alternées, le travail réduit du sol et le paillage, les cultures en couloirs, etc. La confirmation de la propriété du sol est une condition préalable importante pour les techniques plus permanentes et des propositions relatives à des opérations cadastrales pourraient être financées au titre de cette composante.

22. En plus des activités ci-dessus axées sur les paysans, il y aura un programme de recherche adaptative au niveau des exploitations sur deux thèmes principaux: la gestion intégrée des nutriments et l'agroforesterie visant à la conservation des sols. Il sera exécuté sur la base de contrats de recherche avec des institutions régionales et des universités. Le Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) apportera son concours dans la supervision des contrats et la diffusion des résultats.

Infrastructure villageoise et gestion des terres

23. Les investissements au titre de cette composante ne seront pas réalisées par un GVAA isolé mais profiteront généralement à des hameaux ou des villages entiers. Elles comprennent l'amélioration des voies de desserte et la construction de routes entre les villages, l'amélioration de l'alimentation en eau, la réalisation d'installations de marché, le développement de la micro-irrigation (pépinières ou parcelles de cultures maraîchères) et la conservation des microbassins versants.



24. Ces activités seront retenues à la suite du diagnostic participatif et de l'exercice de planification villageoise, où les GVAA joueront un rôle important dans la préparation du plan de développement villageois. Celui-ci sera signé non seulement par le chef du village, mais aussi par l'agent de vulgarisation agricole et l'animateur d'une ONG.

25. L'inventaire et la conception des infrastructures seront confiés sous contrat à l'organisme compétent à l'échelon du district, mais élaborés en association avec les GVAA. Le programme couvrira les coûts et apportera 90% des coûts de construction, le solde étant apporté par le village. Celui-ci donnera aussi son accord à un plan d'exploitation et de maintenance des installations. Chaque projet sera géré par un comité spécial d'élus issus des GVAA, auquel il incombera de désigner les entrepreneurs et de superviser la construction, et qui aura par la suite la responsabilité du fonctionnement et de la maintenance.

26. En ce qui concerne l'aménagement des microbassins versants, cette composante couvrira des éléments tels que les drains d'interruption, les chutes, la stabilisation des ravines, la protection des voies d'eau et la plantation d'arbres protecteurs (lorsque celle-ci ne sera pas profitable uniquement à un individu, c'est-à-dire sur sa propre terre, sans incidences en amont ou en aval). Le programme assurera l'étude et la construction des ouvrages, mais la responsabilité de l'entretien incombera aux agriculteurs du microbassin versant.

Appui institutionnel et gestion du programme

27. L'exécution du programme exigera les services d'environ 150 cadres professionnels et administratifs du gouvernement aux échelons national, provincial et des districts. La majorité d'entre eux sont déjà employés à plein temps par le BIMAS, mais le programme prendra en charge leur formation, leurs déplacements, leurs dépenses de fonctionnement et leurs indemnités. Les autres seront une quarantaine de cadres contractuels nommés expressément pour le programme. Il y aura en outre 102 agents de vulgarisation agricole qui seront rémunérés au titre du programme et qui relèveront du gouverneur de district.

28. La coordination sera assurée par une série de comités à différents échelons; les dépenses de fonctionnement et indemnités seront pris en charge. Pour fournir les informations essentielles sur la gestion et les performances, un système S&EP complet sera établi et la collecte de données sera organisée par un responsable du suivi nommé à l'échelon du sous-district.

29. Cette composante comprendra aussi une étude de marché qui sera échelonnée sur deux ans et qui sera organisée par les cadres provinciaux. L'étude sera suivie d'une formation aux techniques de commercialisation pour les GVAA.

30. Enfin, cette composante couvrira les dépenses de fonctionnement et frais de transports des différents bureaux, les dépenses des différents comités, un programme de formation de grande ampleur ainsi que de l'assistance technique à l'échelon national pour le développement communautaire, la gestion et le suivi et évaluation (S&E).

D. Coûts et financement du programme

31. On estime le coût total du programme, y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution, à 210 284 millions de IDR, soit 27,4 millions de USD pour la durée complète des deux phases du programme, de quatre années chacune. Ces coûts ont été estimés sur la base des prix de février 2000. Environ 2,8 millions de USD, soit 10% des coûts totaux représentent les dépenses en devises. Le montant total des coûts de base s'élève à 23,4 millions de USD, montant auquel les provisions pour aléas financiers et pour aléas d'exécution devraient ajouter 4,0 millions de USD, soit 20% des coûts de base. Les provisions pour aléas d'exécution ont été calculées à raison de 10% pour tous les postes à l'exception de l'assistance technique, des études, des salaires et des indemnités où

elles sont chiffrées à 6% des coûts de base. Les provisions pour aléas financiers ont été estimées à 14% des coûts de base sur la base d'un taux d'inflation extérieure d'environ 2% (d'après le Manufacturers Unit Value Index) et d'un taux d'inflation locale de quelque 3,5% (d'après les projections des estimations d'inflation par le FMI).

32. Le montant du prêt du FIDA est estimé à 23,5 millions de USD, soit 86% des coûts totaux. La contribution des bénéficiaires se monte à 7,7% des coûts de la composante infrastructure villageoise et gestion des terres, ce qui représente 2,4% des coûts totaux.. Les dépenses d'investissement représentent 60% des coûts de base. Le tableau 1 résume les estimations des coûts du programme par composante, tandis que le tableau 2 présente le plan de financement.

33. Un montant de 60 000 USD au titre du mécanisme spécial d'intervention (MSI) sera utilisé pour financer les services de consultants nationaux et internationaux afin d'aider la direction du programme à établir les systèmes et procédures qui garantiront une exécution efficace. Les principales activités consisteront à: i) accélérer la réalisation des conditions d'entrée en vigueur du prêt; ii) établir, renforcer ou activer la structure de gestion du programme; iii) préparer le cadre institutionnel pour la mise en oeuvre du programme; iv) finaliser le système S&E, notamment ses spécifications, mécanismes de compte rendu, indicateurs et références pour la mesure de l'avancement. Il est proposé de recourir à deux consultants nationaux pendant quatre mois chacun pour le développement communautaire et le S&E, et à deux consultants internationaux en gestion et développement institutionnel et en développement communautaire, pour une période de trois mois au total.

Deuxième phase

34. L'orientation de la phase II différera de celle de la phase I, puisque celle-ci était centrée sur le développement des groupements et le renforcement des capacités, tandis que la deuxième étape sera davantage focalisée sur le développement économique des groupements et l'amélioration des infrastructures villageoises. Pour la première phase du programme, les coûts totaux s'élèvent à 11,3 millions de USD et le montant du prêt du FIDA à 9,6 millions de USD, tandis que pour la seconde phase les montants correspondants sont estimés à 16,1 millions de USD et 13,9 millions de USD.

35. La préparation de la phase II commencera par le bilan à mi-parcours réalisé conjointement par le gouvernement et le FIDA. Le financement de la phase II dépendra de la réalisation d'un certain nombre d'indicateurs déclenchants dont seront convenus le gouvernement, les ONG et le FIDA lors de l'atelier de démarrage qui aura lieu au début de la mise en oeuvre du programme. Il est prévu que cela comprenne les déclencheurs suivants :

- 75% des décaissements du prêt prévus à la phase I auront été réalisés;
- 75% des groupements villageois établis auront été reconnus viables par une évaluation indépendante, effectuée par une université;
- tous les rapports semestriels et annuels auront été présentés en temps voulu;
- des relations de travail satisfaisantes auront été établies entre les ONG et le gouvernement et il y aura eu accord sur les contrats pour la phase II;
- les systèmes de gestion des microbassins versants auront été adoptés par 25% des villages;
- les recommandations du bilan à mi-parcours auront été intégrées dans la conception de la phase II.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a

(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Développement communautaire et promotion de l'équité hommes-femmes	5 252,1	482,6	5 735,7	8	25
Développement de l'agriculture et de l'élevage	3 987,9	555,9	4 543,8	12	19
Infrastructure villageoise et gestion des terres	6 242,5	812,3	7 054,7	12	30
Appui institutionnel et gestion du programme	5 414,3	622,0	6 036,3	10	26
Total des coûts de base	20 897,5	2 472,7	23 370,2	11	100
Provision pour aléas d'exécution	1 208,6	215,3	1 423,9	15	6
Provision pour aléas financiers	2 451,9	153,2	2 605,1	6	11
Coût total du programme	24 558,0	2 841,2	27 399,2	10	117

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a

(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Développement communautaire et promotion de l'équité hommes-femmes	6 205,9	95,0	327,7	5,0	-	-	6 533,6	23,8	542,3	5 663,6	327,7
Développement de l'agriculture et de l'élevage	4 438,4	82,4	950,6	17,6	-	-	5 388,9	19,7	648,3	4 234,1	506,6
Infrastructure villageoise et gestion des terres	7 159,0	83,2	778,3	9,0	664,7	7,7	8 602,1	31,4	943,6	6 880,2	778,3
Appui institutionnel et gestion du programme	5 717,2	83,2	1 157,3	16,8	-	-	6 874,5	25,1	707,0	5 649,8	517,7
Décaissement total	23 520,6	85,8	3 213,9	11,7	664,7	2,4	27 399,2	100,0	2 841,2	22 427,7	2 130,3

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

36. **Passation des marchés.** La passation des marchés se fera conformément aux directives du FIDA pour les dépenses financées par le prêt du FIDA. Le bureau national du programme, les unités de coordination à l'échelon provincial et les unités de gestion à l'échelon des districts procéderont à la passation des marchés de biens et de services pour leur propre usage. Par ailleurs, les bénéficiaires procéderont dans toute la mesure du possible à la passation de marchés aux échelons des villages et des GVAA, notamment pour les intrants agricoles, l'achat de bétail, etc. Toutes les passations de marchés portant sur des véhicules, équipements et mobiliers de bureau seront autant que possible groupées, pour constituer des lots de taille significative. Les marchés de véhicules, d'équipements, de biens et services ainsi que les contrats de génie civil dépassant 50 000 USD seront attribués par voie d'appels d'offres locaux. L'examen préalable du BSP/ONU sera requis pour les commandes d'un montant supérieur à 50 000 USD. Les mêmes articles d'une valeur inférieure à 50 000 USD feront l'objet de consultations de fournisseurs à l'échelon national, des factures pro forma étant obtenues d'au moins trois fournisseurs différents. Les biens et services courants d'un coût inférieur à l'équivalent de 2 000 USD seront achetés directement dans le commerce. Pour les motocyclettes et véhicules destinés à la mise en oeuvre des diverses composantes, le bureau national du programme procédera annuellement, selon les besoins, à la passation de marchés afin d'obtenir les meilleures conditions possibles. Chacun des organismes de mise en oeuvre procédera aux passations de marchés pour tous les autres articles, en respectant les plafonds et modalités indiqués ci-dessus. Cette exigence sera spécifiée dans chacun des accords de mise en oeuvre que chaque organisme signera avec le programme, que ce soit aux échelons national et provincial ou à celui des unités de gestion de district.

37. **Décaissements.** Les fonds du prêt du FIDA seront décaissés en conformité avec le mécanisme flexible de financement, sur huit ans, sous réserve de l'issue positive du bilan à mi-parcours prévu au cours de la quatrième année du programme. Le gouvernement ouvrira un compte spécial pour le financement de la part de dépenses revenant au FIDA, sur lequel sera déposé un montant autorisé de 2,0 millions de USD. Le compte sera administré par le Ministère des finances. Les décaissements du compte de prêt au compte spécial et, sur demande spécifique, les décaissements pour paiements directs à des fournisseurs seront effectués par le FIDA sur la base de demandes de retrait établies par le bureau national du programme, communiquées au Ministre des finances pour transmission au BSP/ONU. Les décaissements du compte spécial seront effectués par le Ministère des finances, sur présentation du plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé. Pour que les GVAA contrôlent leurs propres finances, les fonds destinés aux villages et aux GVAA seront décaissés au profit de comptes détenus dans le village ou au nom du GVAA³.

38. Les retraits du compte de prêt pour des paiements au titre de contrats d'un montant inférieur à l'équivalent de 20 000 USD seront effectués sur présentation de relevés de dépenses certifiés; les documents pertinents seront conservés pour inspection périodique à l'occasion de missions de supervision et pour la vérification annuelle des comptes. Les retraits du compte de prêt pour toutes les autres dépenses seront justifiés pour toutes les pièces requises.

39. **Comptabilité et vérification des comptes.** Tous les organismes de mise en oeuvre, qu'ils soient publics ou privés ou qu'il s'agisse d'ONG, devront tenir des comptes distincts pour tous les transferts de ressources et dépenses en rapport avec le programme. Toutes les unités de coordination et de gestion établiront un système comptable distinct informatisé pour toutes les dépenses liées au programme. Les dépenses financées par le gouvernement, telles que les rémunérations et taxes, seront comptabilisées et toute cette comptabilité sera inspectée à intervalles irréguliers. Les dépenses effectuées seront comparées aux dépenses inscrites au budget et une inspection sur le terrain portant sur la relation entre les dépenses et les réalisations matérielles sera en outre effectuée. Annuellement, le BPKP, qui est l'instance gouvernementale de vérification comptable, sera chargé d'assurer

³ Des précisions sur les flux de fonds figurent à l'appendice VIII.

globalement la vérification des comptes susmentionnés. Nonobstant ce qui précède, certaines activités d'audit seront conduites pendant les deux premières années au moins de l'exécution par un cabinet d'audit indépendant choisi sur la base des critères établis conjointement par l'institution coopérante et le gouvernement. Le rapport de vérification comprendra un avis portant spécifiquement sur: la ponctualité des transferts de ressources; les performances générales de gestion des unités de coordination; la gestion financière par chacun des quatorze bureaux de gestion de district; la transparence des organismes publics de mise en oeuvre associés au programme; ainsi que les performances financières des ONG et leurs systèmes comptables. Le rapport de vérification des comptes sera mis à la disposition du gouvernement et du FIDA dans un délai de six mois après la clôture de l'exercice financier.

F. Organisation et gestion⁴

40. Le Ministère de l'agriculture, par le biais de son programme BIMAS, l'organisme national pour la production agricole, exécutera le programme en collaboration avec des ONG. Une ONG principale dans chacune des trois provinces sera chargée de la coordination des activités des 14 ONG de district qui seront recrutées sur la base de critères de sélection convenus d'un commun accord.

41. On estime à 5 000 le nombre de GVAA d'environ 20 personnes chacun qui seront constitués et qui auront chacun un bureau de trois membres (président(e), secrétaire et trésorier). Initialement, ils participeront au processus de diagnostic participatif pour déterminer les priorités en matière économique et d'infrastructure, travailleront avec l'agent de vulgarisation agricole et l'animateur de l'ONG qui leur dispensera une formation, et ils seront responsables de la planification annuelle, de la gestion financière, de l'exécution et du suivi de toutes leurs propres activités. De plus, ils seront représentés au sein de forums villageois et participeront à l'élection de représentants au comité de gestion de district. Beaucoup des projets potentiels d'infrastructure profiteront à l'ensemble du village et pas simplement à des GVAA individuellement. Ainsi, les décisions concernant la sollicitation de tels projets, l'organisation de la contribution villageoise, la mise en oeuvre et par la suite le fonctionnement et la maintenance devront être prises au niveau du village. Un comité spécial constitué de représentants de tous les GVAA pourra être établi pour gérer de tels projets. Le chef de village, l'agent de vulgarisation agricole et l'animateur signeront le plan de développement villageois.

42. À partir de l'échelon du sous-district, les cadres gouvernementaux et ceux de l'ONG partageront le même bureau. L'ONG aura un ou plusieurs animateurs, chargés chacun de trois villages cibles et d'un maximum de 30 groupements. L'un d'eux sera désigné comme coordonnateur de sous-district pour intégrer les activités avec les agents de vulgarisation agricole par le truchement d'un coordonnateur nommé de la même façon. Le bureau du programme sera adjacent au bureau des cadres de vulgarisation de district et de sous-district; un administrateur et un formateur appuieront les animateurs. En outre, un assistant S&E sera responsable du S&EP. À l'échelon du district, un bureau de gestion de district sera établi, dirigé par un gestionnaire de district appuyé par quatre cadres administratifs et sept cadres opérationnels/techniques. Le cadre de district sera responsable, en collaboration avec le cadre de l'ONG, de la préparation du PTBA basé sur les plans des GVAA et les plans de développement villageois, ainsi que de la mise en oeuvre du plan de travail approuvé. Le cadre de l'ONG tiendra chaque semaine une réunion de travail conjointe avec le cadre de district. Le rôle essentiel du personnel de l'ONG à l'échelon du district sera de former les animateurs de l'ONG et de superviser leurs activités.

43. Les bureaux du PIDRA aux échelons provincial et national seront principalement responsables de la coordination. Le bureau de coordination provincial sera responsable en particulier de la formation du personnel à l'échelon des districts, du soutien technique, du contrôle de qualité et du suivi dans les districts participants. Il n'aura cependant aucune responsabilité directe en matière de gestion. Le budget annuel approuvé pour le district passera directement du bureau national du

⁴ Voir l'appendice V pour de plus amples informations.



programme aux districts. Les ONG d'encadrement auront un bureau à l'échelon provincial, dont le personnel comprendra un directeur à plein temps et quatre professionnels, un spécialiste des questions de parité hommes-femmes, un formateur et un agent de suivi et administrateur. Mise à part la coordination, le rôle principal de l'ONG d'encadrement sera la formation et la supervision du personnel de l'ONG de district en matière de formation des groupements et de développement communautaire, ainsi que de superviser et suivre le travail des ONG de district. Le bureau national du programme sera établi au siège du BIMAS au Ministère de l'agriculture. Un coordonnateur national du programme sera nommé avant la formulation de manière à participer au processus d'élaboration. Le coordonnateur sera responsable: i) de la liaison avec le FIDA et le BSP/ONU; ii) de la diffusion des directives de gestion du budget, comprenant le processus de planification participative, ainsi que la consolidation de tous les PTBA des districts et des provinces; iii) de la présentation des rapports courants, des états financiers ainsi que de la vérification annuelle des comptes; iv) de la coordination générale, y compris l'organisation de programmes de formation s'il y a lieu. Un comité directeur du programme sera établi et trois cadres contractuels supplémentaires seront nommés, dont un assistant qui sera chargé du S&E. De plus, trois consultants nationaux seront nommés pour deux à trois ans chacun.

44. **Suivi et évaluation.** Une innovation du programme sera l'introduction d'un système de S&EP. Ces méthodes impliquent que les participants (membres des groupements villageois) interviennent dans l'évaluation des progrès de leur groupe, l'analyse des incidences de leurs interactions au sein du groupe et au sein de leur hameau/village, et la prise de mesures correctives. Ils évalueront également les réalisations du programme en matière de réduction de la pauvreté et de conscientisation. Les indicateurs clés de performance du programme se classeront en quatre catégories: renforcement des capacités et renforcement institutionnel (à savoir, qualité des groupements et de l'encadrement et capacité à générer des revenus); développement de l'agriculture et de l'élevage (à savoir, changements dans la production, ses coûts et ses revenus); conservation des ressources naturelles (à savoir, types de mesures, aire améliorée, effets des aménagements) et améliorations des infrastructures villageoises (à savoir, nombre de ménages bénéficiaires, fonctionnement approprié et préparation et mise en oeuvre des dispositions de maintenance). Le programme exécutera aussi des études de référence au niveau des villages au cours de la première année complète de mise en oeuvre. Elles seront axées sur deux villages dans chacun des 14 districts et seront typiques des villages sélectionnés dans le cadre du programme. Il en résultera 28 profils de référence de village. L'étude aura lieu au cours de la deuxième année du programme, ce qui sera sa première année complète de mise en oeuvre, et sera répétée dans les mêmes villages au cours de la quatrième année (avant le bilan à mi-parcours) et de la huitième année (avant l'achèvement du programme). Enfin, pour évaluer si le programme a des incidences au niveau des ménages, des enquêtes longitudinales annuelles sur les ménages seront confiées à des sous-traitants.

G. Justification économique

45. **Bénéficiaires.** Le nombre de ménages bénéficiant des activités d'investissement direct, ceci comprenant les cultures, l'élevage, les activités extra-agricoles et la conservation des sols et des eaux au niveau des exploitations, est estimé à 50 000. Il y aura 50 000 autres ménages qui bénéficieront de la formation des groupements de femmes, dont les investissements seront centrés principalement sur des activités extra-agricoles, soit un total de 100 000 ménages bénéficiaires ou environ 33% de tous les ménages dans les villages sélectionnés. Les ménages comptant en moyenne 4,5 personnes, le nombre total de bénéficiaires sera de 450 500. Les coûts totaux du programme par bénéficiaire s'élèveront à 63 USD, soit 285 USD par ménage.

46. **Analyse économique.** Une étude économique a été réalisée au cours de la formulation du programme sur la base de ses coûts économiques estimatifs, des coûts économiques au niveau des exploitations et des bénéfices économiques que généreront les investissements appuyés par le programme. La rentabilité économique ainsi obtenue était de 19%, ce qui démontre la faisabilité du



programme dans son ensemble. Il est à noter cependant que l'estimation des bénéficiaires s'est basée sur des hypothèses relatives au nombre et aux types d'activités menées par les bénéficiaires. Comme c'est le cas de tout programme impulsé par la demande, la composition effective des bénéficiaires pourra être sensiblement différente. Le programme applique une approche participative et laisse le choix réel de la composition des activités aux groupements villageois et collectivités villageoises. On ne peut donc prédire quels seront les investissements économiques et d'infrastructure effectivement choisis.

47. **Équité hommes-femmes, nutrition et sécurité alimentaire des ménages.** On s'attend que les femmes soient les principaux agents de changement du programme par le biais de la constitution de groupements féminins et de l'inclusion de femmes dans les groupements d'agriculteurs. Le programme reconnaît l'important rôle décisionnel des femmes dans les activités productives tant au niveau des exploitations que hors exploitation, et dans tous les autres travaux intéressant le ménage. Une des plus hautes priorités qui s'est dégagée de l'étude socio-économique participative est l'alimentation en eau potable dans le voisinage des habitations. Le programme répondra à cette demande, réduisant ainsi une part de la charge de travail des femmes. Le programme reconnaît aussi le rôle innovant des femmes dans l'épargne et le crédit et dans les activités génératrices de revenus. Les ONG ont été spécifiquement chargées de la constitution des groupements féminins et de leur sensibilisation à l'équité entre les sexes. Par le biais de l'alphabétisation fonctionnelle et de la conscientisation, le programme aidera les femmes à faire valoir leurs droits. Les avantages en matière de nutrition et de santé découleront de l'amélioration de l'alimentation en eau potable de bonne qualité et de l'élargissement de la gamme de produits des exploitations – fruits, œufs et légumes. Il a été prouvé que, quand les femmes disposent d'un revenu plus important, elles améliorent la nutrition et la sécurité alimentaire de leur famille.

H. Risques

48. **Crise économique.** Le principal risque est que la crise continue d'avoir des incidences sur la disponibilité de fonds de contrepartie. Le FIDA a réduit le risque en limitant la contribution du gouvernement à des coûts totaux du programme. De plus, la reprise économique récente est encourageante.

49. **Couverture du programme.** La zone du programme dans les trois provinces couvre une vaste superficie géographique, ce qui risque d'entraîner des difficultés de gestion dans la prestation de services durables au groupe cible. Le BIMAS l'a reconnu et a en conséquence recruté assez tôt des gestionnaires qualifiés aux échelons national, provincial et des districts. Ils ont participé à l'élaboration du programme et ont eu l'occasion de débattre des questions de gestion avec les missions de conception. Il est prévu un investissement substantiel dans le renforcement des capacités à tous niveaux. En outre, trois consultants nationaux seront chargés d'aider les gestionnaires à tous les niveaux. Le système de suivi fera l'objet d'une attention particulière, de manière à prévenir à temps les difficultés d'exécution.

50. **Décentralisation.** Le gouvernement a officiellement adopté une politique de décentralisation qui sera entièrement mise en oeuvre au début de 2000. Cette évolution comporte des risques très substantiels de perturbation dans les systèmes de gestion et la possibilité de retards administratifs. Beaucoup de questions se poseront concernant les rôles, responsabilités et pouvoirs relatifs aux différents échelons administratifs. Il est également possible que la corruption persiste ou s'accroisse. C'est pourquoi il a été jugé opportun de porter la durée du programme à huit ans et de recourir au mécanisme flexible de financement. En outre, un spécialiste institutionnel financé au titre du mécanisme spécial d'intervention (MSI) sera chargé de former les cadres locaux aux niveaux provincial et des districts, et apportera son concours au programme en adaptant les systèmes de gestion à la nouvelle politique.

51. **Développement de partenariat.** La logique du programme repose sur le partenariat entre le BIMAS, en sa qualité d'agence d'exécution, et les ONG, avec leurs compétences en matière de développement communautaire. Cependant il faudrait que l'attitude des personnels gouvernementaux à l'égard des ONG change sensiblement pour que le partenariat apporte les bénéfices escomptés. Outre l'établissement de bonnes relations de travail sur le terrain, les ONG sont confrontées au risque non négligeable de retards administratifs dans le respect des engagements contractuels. Elles pourraient avoir à préfinancer des salaires et des frais de fonctionnement. Le prêt sera assorti de diverses assurances et conditions pour créer l'environnement approprié, et la performance des deux organismes seront suivis de près.

I. Impact sur l'environnement

52. Un des objectifs clés étant de promouvoir la conservation des sols, l'impact sur l'environnement au cours de la mise en oeuvre du programme sera positif. Une focalisation majeure de la composante développement de l'agriculture et de l'élevage sera la conservation au niveau des exploitations et l'agriculture régénératrice, au moyen d'une gestion intégrée des nutriments et de techniques de conservation d'un bon rapport coût-efficacité. La composante infrastructure communautaire appuiera la conservation de microbassins versants. L'approbation des programmes d'élevage sera subordonnée à la mise en place des systèmes durables de lutte contre les maladies et d'un approvisionnement sûr en fourrage. De plus, le bétail contribuera à l'amélioration de la fertilité du sol. Dans la composante infrastructure villageoise, les investissements consacrés à la réhabilitation des routes seront concentrés sur l'amélioration de parties existantes des routes, l'installation d'un bon drainage et la mise en place de systèmes de gestion et de maintenance fondés sur les collectivités.

J. Aspects novateurs

53. Le programme comprend plusieurs caractéristiques novatrices dans le contexte des opérations financées par le FIDA en Indonésie: i) l'intervention des ONG sur la base d'un partenariat et sur un pied d'égalité avec le gouvernement dans la mise en oeuvre du programme; ii) la décentralisation de la gestion du programme au niveau des districts; iii) l'adoption d'une approche efficace axée sur le client, dans le cadre de laquelle les GVAA détermineront leurs priorités et évalueront les performances du programme; iv) l'établissement d'une collaboration de travail avec le CIRAF pour la recherche adaptative sur la conservation des sols et des eaux; v) l'introduction du mécanisme flexible de financement; vi) l'introduction d'un système de S&EP; vii) la promotion de la gestion intégrée des nutriments ou de l'agriculture régénératrice pour aider les agriculteurs à utiliser le mieux possible les fertilisants organiques et inorganiques.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

54. Un accord de prêt entre la République d'Indonésie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

55. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

56. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

57. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d'Indonésie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix sept millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (17 5000 000 DTS) venant à échéance le 1er avril 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues par conférence vidéo le 28 avril 2000)

1. **Disponibilité des fonds du prêt.** Le Gouvernement de la République d'Indonésie (ci-après dénommé "le Gouvernement") mettra les fonds du prêt à la disposition du BIMAS, conformément aux Programmes de travail et budgets annuels (PTBA) et aux procédures nationales habituelles pour l'assistance au développement, aux fins d'exécuter le programme.
2. **Disponibilité de ressources additionnelles.** Le Gouvernement mettra à la disposition du BIMAS, pendant la période d'exécution du programme, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global en Rupiah équivalant à 3,2 millions de USD, sous la forme de salaires versés au personnel des bureaux de programme et d'exonération de taxes sur l'importation, l'acquisition et la fourniture de biens, services et ouvrages de génie civil financés par le prêt.
3. **Acheminement des ressources du programme.** Aux fins du financement des activités pertinentes du programme, le BIMAS, par le biais de ses bureaux de programme, transférera les fonds disponibles du prêt et autres ressources requises dans les PTBA aux organismes d'exécution, conformément aux accords d'exécution.
4. **Phases du programme.** Le programme sera exécuté en deux phases. La phase I débutera à la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt et s'achèvera à la fin de la quatrième année du programme. La phase II débutera immédiatement après et prendra fin à la date d'achèvement du programme, *étant toutefois entendu* que la mise en œuvre de la phase II sera subordonnée à la satisfaction des conditions préalables convenues par le BIMAS et le FIDA
5. **Bilan à mi-parcours.** Le BIMAS et le FIDA procéderont conjointement à un bilan de l'exécution du programme au plus tard six mois avant la fin de la phase I, sur la base du mandat préparé par le BIMAS et approuvé par le FIDA. Ce bilan à mi-parcours aura pour objectifs, entre autres: a) d'examiner la réalisation des objectifs du programme et les contraintes rencontrées, en particulier la mesure dans laquelle les conditions préalables à la phase II du programme sont remplies; et b) de convenir de recommandations concernant toute réorientation qui s'avérerait nécessaire pour réaliser les objectifs et éliminer les obstacles, y compris en réajustant les activités du programme pour la phase II et en réaffectant les fonds du prêt. Le Gouvernement veillera à ce que les recommandations convenues découlant du bilan à mi-parcours et des missions de supervision soient mises en œuvre dans la période précisée et à la satisfaction du FIDA.
6. **Accomplissement des conditions préalables à la phase II.** Pendant la quatrième année du programme, le FIDA, en concertation avec le Gouvernement et sur la base des conclusions du bilan à mi-parcours, déterminera si les conditions préalables ont été satisfaites. Si le FIDA estime qu'elles le sont, l'exécution du programme se poursuivra par la phase II, si le Fonds juge qu'elles n'ont pas été satisfaites, il pourra alors décider: a) de mettre fin à son financement du programme, auquel cas le montant non décaissé du prêt sera annulé; ou b) de proroger d'un an la période à laquelle les conditions préalables doivent être satisfaites, auquel cas il sera procédé pendant la cinquième année du programme à un nouveau bilan à mi-parcours, à la lumière duquel le FIDA décidera de manière définitive si les conditions préalables ont été satisfaites. Il ne sera autorisé qu'une seule prorogation.
7. **Réaménagement du programme.** Au cas où la phase II est mise en œuvre, le Fonds, en concertation avec l'emprunteur et sur la base des recommandations du bilan à mi-parcours, réaffectera



les fonds du prêt. En outre, le Gouvernement et le FIDA pourront convenir de réaménager les activités et modalités du programme sur la base de ces recommandations et d'amender en conséquence les documents relatifs au prêt.

8. **Accords d'exécution.** Dès que possible, mais en aucun cas plus de 30 jours après la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt, le BIMAS, par l'intermédiaire du bureau national du programme, conclura avec chacune des ONG principales un accord d'exécution définissant ses responsabilités. Dès que possible, mais en aucun cas plus de 90 jours après la date d'entrée en vigueur de l'accord de prêt, le BIMAS, par l'intermédiaire du bureau de gestion de district, conclura avec chaque ONG de district un accord définissant ses responsabilités. Ces accords préciseront, entre autres choses, la tâche à accomplir, le prix convenu et l'échéancier des paiements, ainsi qu'un dispositif approuvé pour le contrôle de la qualité et la vérification des comptes. Le coordonnateur national du programme présentera un projet de chacun de ces accords d'exécution au FIDA, qui formulera ses observations éventuelles et les approuvera avant leur signature.

9. **Décentralisation.** Le Gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires ou appropriées pour assurer que le programme est exécuté dans le cadre d'un système décentralisé plaçant les fonctions de gestion au niveau du district et celles de coordination aux niveaux provincial et national.

10. **Formation à la gestion.** Le Gouvernement veillera à ce que le coordonnateur national du programme, les coordonnateurs provinciaux et les ONG principales préparent et mettent en place une formation à la gestion à l'intention du personnel du gouvernement et des ONG de district dans les 90 jours suivant la date d'effet de l'accord de prêt.

11. **Planification participative.** Le Gouvernement veillera à ce que les travaux de planification participative requis soient menés pour chaque année du programme, et à ce que les PTBA pour la deuxième année et toutes les années ultérieures du programme soient établis sur la base de ces travaux.

12. **Entretien de l'infrastructure.** Le Gouvernement veillera à ce que des dispositions appropriées soient prises, avant le démarrage des travaux d'infrastructure, pour assurer l'entretien des routes et des ouvrages hydrauliques.

13. **Prévention des doubles financements.** Le Gouvernement s'assurera de la pleine coordination des activités de manière à éviter que celles qui sont déjà prises en charge par d'autres donateurs ne soient financées une deuxième fois par le programme.

14. **Locaux à usage de bureaux.** Le Gouvernement assurera et facilitera une étroite collaboration dans le cadre du programme entre ses services et le personnel des ONG au niveau du district et du sous-district et, à cet effet, il utilisera les fonds du prêt pour fournir aux ONG, le cas échéant, des locaux à usage de bureau supplémentaires.

15. **Pratiques de lutte contre les ennemis des cultures.** Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, tous les participants au programme appliqueront des pratiques appropriées en matière de lutte contre les ennemis des cultures et, à cet effet, le Gouvernement s'assurera que les pesticides achetés dans le cadre du programme ne contiennent aucun produit proscrit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de la FAO ou qui figurent aux tableaux 1 (extrêmement dangereux) et 2 (très dangereux) de la Classification 1996-1997 des pesticides par risque recommandée par l'OMS, tel qu'amendée périodiquement.

16. **Exonération d'impôt.** Le Gouvernement sera exonéré des impôts et taxes sur les biens, travaux de génie civil et services financés par le prêt. La valeur des exonérations ainsi accordées sera appliquée à la contribution de contrepartie que le Gouvernement doit fournir au programme.

17. Conditions préalables à l'entrée en vigueur. L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée aux conditions suivantes:

- a) le BIMAS a dûment créé le bureau national du programme;
- b) le BIMAS a dûment recruté un coordonnateur national du programme qui a été approuvé par le FIDA;
- c) le Gouvernement et le FIDA ont signé une lettre d'accord, donnant satisfaction au FIDA quant à la forme et au fond, relative aux conditions préalables au démarrage de la phase II du programme mentionnées aux paragraphes 4 à 6, inclus, ci-dessus;
- d) le BIMAS a sélectionné et désigné chacune des ONG principales;
- e) le FIDA, le BIMAS et les ONG principales ont approuvé en commun, sous forme de projet, un mémorandum d'accord portant sur le partenariat entre le Gouvernement et la société civile pour l'exécution du programme; un exemplaire du mémorandum d'accord signé, en substance dans la forme ainsi approuvée, et certifié conforme et complet par un fonctionnaire compétent du BIMAS, a été communiqué au FIDA;
- f) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'application dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées conformément à toutes les procédures administratives et gouvernementales applicables;
- g) un avis juridique favorable, émis par le Ministre du droit et de la législation ou par tout autre conseiller juridique agréé par le FIDA, et donnant satisfaction au FIDA quant à la forme et au fond, a été communiqué par le Gouvernement au FIDA;

18. Conditions préalables aux retraits. Aucun retrait de fonds du prêt ne pourra être opéré par l'un quelconque des organismes d'exécution ou en sa faveur pour toute dépense effectuée ou prévue, tant que les conditions ci-après n'auront pas été remplies:

- a) un accord d'exécution conclu entre le BIMAS et l'organisme d'exécution a été approuvé par le Fonds sous forme de projet;
- b) un exemplaire de l'accord d'exécution, signé par le BIMAS et par l'organisme d'exécution, en substance dans la forme ainsi approuvée, et certifié conforme et complet par un fonctionnaire compétent du BIMAS, a été communiqué au FIDA;
- c) la signature et l'application dudit accord par le BIMAS et par l'organisme d'exécution ont été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les procédures institutionnelles, administratives et gouvernementales applicables, et toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur dudit accord ont été remplies;
- d) la première avance prévue dans l'accord d'exécution a été versée à l'organisme d'exécution.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

INDONESIA

Land area (km² thousand) 1996 1/	1 812	GNP per capita (USD) 1997 2/	1 110
Total population (million) 1997 1/	200.4	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-97 2/	5.9
Population density (people per km²) 1996 1/	109	Average annual rate of inflation, 1990-97 2/	8.6
Local currency	Rupiah (IDR)	Exchange rate: USD 1 =	IDR 7 500
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-97 1/	1.8	GDP (USD million) 1997 1/	214 995
Crude birth rate (per thousand people) 1997 1/	24	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	6.1
Crude death rate (per thousand people) 1997 1/	8	1990-97	7.5
Infant mortality rate (per thousand live births) 1997 1/	47	Sectoral distribution of GDP, 1997 1/	
Life expectancy at birth (years) 1997 1/	65	% agriculture	16
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	18.0	% industry	43
Poor as % of total rural population 1/	14.3	% manufacturing	26
Total labour force (million) 1997 1/	94	% services	41
Female labour force as % of total, 1997 1/	40		
Education		Consumption, 1997 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1996 1/	115	General government consumption (as % of GDP)	7
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	84	Private consumption (as % of GDP)	63
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 699	Balance of Payments (USD million)	
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	85	Merchandise exports, 1997 1/	53 220
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-97 1/	42	Merchandise imports, 1997 1/	41 679
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-97 1/	34	Balance of merchandise trade	11 541
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-97 1/	1.8	before official transfers, 1997 1/	-5 924
Physicians (per thousand people) 1990-97 1/	0.2	after official transfers, 1997 1/	-4 890
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	38	Foreign direct investment, 1997 1/	4 677
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	7	Government Finance	
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	49	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1996 1/	1.2
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 1996 1/	14.6
Food imports as percentage of total merchandise imports 1997 1/	9	Total external debt (USD million) 1997 1/	136 174
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	1 468	Present value of debt (as % of GNP) 1997 1/	62
Food production index (1989-91=100) 1995-97 1/	122.4	Total debt service (% of exports of goods and services) 1997 1/	30.0
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1997 1/	21.8
Arable land as % of land area, 1996 1/	9.9	Nominal deposit rate of banks, 1997 1/	20.0
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	1 098		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	60.6		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	15.0		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 19992/ World Bank, *Atlas*, 19993/ UNDP, *Human Development Report*, 1998

PREVIOUS IFAD LOANS TO INDONESIA

<i>Proj Id</i>	<i>Project Name</i>	<i>Initiating Institution</i>	<i>Cooperating Institution</i>	<i>Lending Terms</i>	<i>Board Approval</i>	<i>Loan Effectiveness</i>	<i>Current Closing Date</i>	<i>Loan/Grant Acronym</i>	<i>Denominated Currency</i>	<i>Approved Loan/Grant Amount</i>	<i>Disbursement (as % of approved amount)</i>
35	Smallholder Cattle Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	06 May 80	01 Oct 80	31 Mar 87	L - I - 35 - ID	SDR	20800000	0.993253308
74	Sulawesi Paddy Land Development Project	IFAD	AsDB	HC	08 Sep 81	29 Sep 82	31 Dec 90	L - I - 74 - ID	SDR	30050000	0.787940317
94	Seventeenth Irrigation (East Java Province) Project	World Bank: IBRD	World Bank: IBRD	I	31 Mar 82	15 Dec 82	31 Mar 89	L - I - 94 - ID	SDR	21800000	1
171	Second Smallholder Cattle Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	05 Sep 85	15 Apr 86	31 Mar 94	L - I - 171 - ID	SDR	11600000	0.814577443
215	Income-Generating Project for Marginal Farmers and Landless	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 87	18 Jun 88	30 Jun 98	L - I - 215 - ID	SDR	10600000	0.94398393
255	East Java Rainfed Agriculture Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	09 Oct 90	31 Mar 99	L - I - 255 - ID	SDR	15400000	0.79458114
301	South Sumatera Smallholder Tree Crops Development Project	IFAD	AsDB	I	14 Apr 92	29 Sep 92	15 Mar 99	L - I - 301 - ID	SDR	14450000	0.340123417
350	Eastern Islands Smallholder Cashew Development Project	IFAD	UNOPS	I	19 Apr 94	29 Jul 94	30 Sep 02	L - I - 350 - ID	SDR	18450000	0.337664071
485	Eastern Islands Smallholder Farming Systems and Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	22 Mar 96	31 Mar 04	G - I - 25 - ID	USD	100000	0.34931
485	Eastern Islands Smallholder Farming Systems and Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	22 Mar 96	31 Mar 04	L - I - 396 - ID	SDR	12050000	0.175555013
1024	P4K - Phase III	AsDB	AsDB	I	04 Dec 97	09 Jul 98	30 Sep 05	L - I - 458 - ID	SDR	18250000	0.17474219



LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE SUMMARY	PERFORMANCE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p style="text-align: center;">Goal</p> <p>1. Living conditions, food and income security for 100 000 low-income households in programme area improved</p>	<p>1.1 Increased household income and expenditure rate for both savings and consumption by end of programme (EOP)</p> <p>1.2 Improved health, nutrition, education and social status of poor household members by EOP</p> <p>1.3 Reduction in the volume of relief rice distributed per capita</p> <p>1.4 Reduced school drop-outs</p>	<p>(a) Baseline studies at the village/ group level carried out in PY2, PY4 and PY8 before EOP</p> <p>(b) Annual longitudinal studies at household level</p> <p>(c) Subdistrict and district statistics</p>	<p style="text-align: center;">Goal to Super Goal</p> <p>i. Decentralization process successfully completed and operationalized</p> <p>ii. Comprehensive implementation of the Government's strategies for mitigating the worst effects of the economic and monetary crisis</p> <p>iii. Effective implementation of the Government's long-term structural poverty alleviation plan of action in the framework of the recent economic recovery</p>
<p style="text-align: center;">Purpose</p> <p>1. Creation of VSHGs:</p> <p>1.1 Established and well-operating farmers' associations and VSHGs</p> <p>1.2 Groups' capacity to undertake on and off-farm income-generating activities sustainably improved</p> <p>2. Natural resource management</p> <p>2.1 Increased crop and livestock production and productivity</p> <p>2.2 Extensive use of appropriate technology based on research findings and related to: principles of regenerative agriculture; soil conservation systems; and better land management at the microcatchment level</p>	<p style="text-align: center;">Impact indicators</p> <p>1.1 75% of VSHGs assessed by end of PY4 as sustainable (trigger for Phase II)</p> <p>1.2 Turn over and profitability rate of activities; groups' financial independence from grants</p> <p>2.1 Crop and livestock production and productivity growth rate</p> <p>2.2 Number of farmers adopting research findings in their cropping systems</p> <p>2.3 Crop diversity</p>	<p>(a) University study for independent evaluation</p> <p>(b) BIMAS district, provincial and national programme progress reports</p> <p>(c) VSHGs' progress reports</p> <p>(d) Monitoring reports issued by PPLs and collaborating agencies</p> <p>(e) Supervision reports</p> <p>(f) Research progress reports</p> <p>(g) Programme M&E system</p>	<p style="text-align: center;">Purpose to Goal</p> <p>i. Increased income allocated for long-term anti-poverty initiatives and not exclusively for consumption</p> <p>ii. Positive trend of rural terms of trade</p>

APPENDIX III

NARRATIVE SUMMARY	PERFORMANCE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>3. Village infrastructure 3.1. Established community management, operation and maintenance (O&M) of water supply schemes and micro-irrigation facilities 3.2 Improved drought resilience and sustainability of farming 3.3 Improved intravillage communication and access to market places</p>	<p>3.1 Microwatershed management systems adopted (by 25% of villages by end of PY4 as trigger for Phase II) 3.2 Soil fertility and quality of land management at the microcatchment level 3.3 Kilometres of built or rehabilitated feeder roads, time saved in reaching market places</p>		
<p style="text-align: center;">Outputs</p> <p>1. Community and gender development 1.1 Establishment of VSHGs 1.2 Upgraded awareness and ownership of group development programme by group members 1.3 Savings culture well-established, creation of group funds 1.4 Increased educational level of VSHGs' members</p> <p>2. Agriculture and livestock development 2.1. Increased livestock population and productivity and integration of livestock activities in the farming system 2.2 Increased small-scale perennial tree plantations 2.3. Application of research findings in regenerative agriculture (nutrient management and agroforestry) 2.4 Improved institutional capacity for agricultural development and support to marketing and processing</p> <p>3. Village infrastructure and land development 3.1 Improved water supply and road access</p>	<p>1.1 5 000 VSHGs formed by EOP 1.2 Frequency of meetings, regularity of report submission, use of group savings 1.3 Amount of individual deposits and loans 1.4 Number of people attending literacy courses and increased alphabetization rate 2.1 Increased livestock population, production, and productivity rate (including types of livestock, livestock mortality and number of animals revolving) 2.2 Size of areas dedicated to tree plantations and production 2.3 Effective use of new technologies and application of extension messages 2.4 Number and quality of new marketing channels, support and marketed produce available; number of farmers involved 3.1 Increased number of water sources, time saved in fetching water and in intravillage circulation; length and location of rehabilitated access roads</p>	<p>(a) BIMAS district, provincial and national programme progress reports (b) Progress reports of VSHGs (c) Monitoring reports issued by PPLs and collaborating agencies (d) Supervision reports (e) Research progress reports (f) Official statistics (g) Training quality assessment reports (h) Annual longitudinal studies at the household level, baseline studies at village (i) MTR (j) Programme M&E system</p>	<p>Output to Purpose</p> <p>i. Good partnership between the Government and NGOs established</p> <p>ii. Cropping methods promoted to address real constraints and their adoption resulting from farmers' expressed interest</p>

APPENDIX III

NARRATIVE SUMMARY	PERFORMANCE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS																
<p style="text-align: center;">Outputs</p> <p>4. Institutional support and programme management</p> <p>4.1 Sustainable community-based institutions established and operating with institutional and management support</p> <p>4.2 Intensively trained programme staff, PPLs, NGOs facilitators, final users of water supply and irrigation facilities</p>	<p>4.1 Effectiveness of institutional and management support verified by the achieved stability of new community-based institutions</p> <p>4.2 Number of trained persons according to different types of training provided</p>																		
<p style="text-align: center;">Activities/Components</p> <p>1. Community and gender development</p> <p>1.1 NGO and village selection, formation of groups, initiating group savings</p> <p>1.2 Carry out participatory planning and M&E</p> <p>1.3 Arrange functional literacy training</p> <p>1.4 Support institutional capacity-building of farmers' and women's groups</p> <p>2. Agriculture and livestock development</p> <p>2.1 Conduct PRA, organize village planning exercise and prepare village area development plan</p> <p>2.2 Support livestock, food crop and market facility development</p> <p>2.3 Carry out an adaptive research study on regenerative agriculture contracted by regional institutions and/or universities</p> <p>2.4 Organize training courses for farmers, technical staff, extension workers, NGO facilitators and perform on-farm demonstrations on new soil and water conservation methods and integrated nutrient management</p>	<p style="text-align: center;">Inputs/Resources (Summary)</p> <p style="text-align: right;"><u>USD million</u></p> <table border="0"> <tr> <td>Infrastructure</td> <td style="text-align: right;">6.2</td> </tr> <tr> <td>Vehicles, equipm.</td> <td style="text-align: right;">1.8</td> </tr> <tr> <td>Materials</td> <td style="text-align: right;">2.2</td> </tr> <tr> <td>Studies/Training</td> <td style="text-align: right;">4.4</td> </tr> <tr> <td>TA</td> <td style="text-align: right;">1.6</td> </tr> <tr> <td>Recurrent costs</td> <td style="text-align: right;">7.1</td> </tr> <tr> <td>--</td> <td style="text-align: right;">----</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td style="text-align: right;">28.0</td> </tr> </table>	Infrastructure	6.2	Vehicles, equipm.	1.8	Materials	2.2	Studies/Training	4.4	TA	1.6	Recurrent costs	7.1	--	----	Total	28.0	<p>(a) BIMAS district, provincial and national programme progress reports</p> <p>(b) VSHGs' progress reports</p> <p>(c) Monitoring reports issued by PPLs and collaborating agencies</p> <p>(d) Supervision reports</p> <p>(e) Research progress reports</p> <p>(f) Official statistics</p> <p>(g) Training quality assessment reports</p> <p>(h) Annual longitudinal studies at the household level, baseline studies at village</p> <p>(i) MTR</p> <p>(j) Audit reports</p> <p>(k) Programme M&E system</p>	<p style="text-align: center;">Activity to Output</p> <p>i. Genuine trust and effective cooperation between the Government and NGOs and on the basis of mutual acknowledgement of comparative advantage</p> <p>ii. Smooth transition to a real demand-driven decentralized decision-making through intensive appropriate training of local staff</p> <p>iii. Availability of counterpart funds for public salaries on a timely basis</p> <p>iv. Correspondence of undertaken activities to resource base, needs, cultural background of the target population and their development in favourable market conditions</p>
Infrastructure	6.2																		
Vehicles, equipm.	1.8																		
Materials	2.2																		
Studies/Training	4.4																		
TA	1.6																		
Recurrent costs	7.1																		
--	----																		
Total	28.0																		



APPENDIX III

NARRATIVE SUMMARY	PERFORMANCE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>2.5 Contract a marketing study and support marketing and processing activities</p> <p>3. Village infrastructure and land development</p> <p>3.1 Improve village drinking water supply and rehabilitate village access and feeder roads</p> <p>3.2 Develop small-scale perennial tree crop planting</p> <p>4. Institutional support and programme management</p> <p>4.1 Organize BPP and BIPP staff training</p> <p>4.2 Support application of appropriate technology and extension activities</p> <p>4.3 Support community infrastructure building, NGOs coordination and the programme management unit</p> <p>4.4 Supply equipment and vehicles</p> <p>4.5 Carry out audit, M&E activities, MTR</p>		<p>(l) Programme document</p> <p>(m) Loan agreement</p>	

EXPENDITURE ACCOUNTS BY COMPONENT

	Community Development	Agriculture and Livestock Development	Village Infrastructure and Land Management	Institutional Development and Programme Management	Total	%	Physical Contingencies Amount
I. Investment Costs							
A. Infrastructure	-	-	5 996.7	170.0	6 166.7	10.0	616.7
B. Vehicles and equipment	539.0	534.0	-	703.3	1 776.3	10.0	177.6
C. Materials	83.3	2 137.3	-	-	2 220.7	10.0	222.1
D. Training and studies	1 719.3	737.1	33.3	1 934.3	4,424.0	-	-
E. Technical assistance	649.4	105.0	599.8	245.3	1 599.5	-	-
Total Investment costs	2 991.0	3 513.4	6 629.9	3 053.0	16 187.2	6.3	1 016.4
II. Recurrent costs							
A. Other operating costs	1 016.9	199.3	22.2	1 856.4	3 094.9	10.0	309.5
B. Salary and allowances	1 637.2	539.0	101.3	830.3	3 107.8	-	-
C. O&M	90.3	292.0	301.3	296.6	980.2	10.0	98.0
Total recurrent costs	2 744.4	1 030.4	424.9	2 983.3	7 183.0	5.7	407.5
Total BASELINE COSTS	5 735.4	4 543.8	7 054.7	6 036.3	23 370.2	6.1	1 423.9
Physical contingencies	173.0	316.3	632.0	302.6	1 423.9	-	-
Price contingencies	625.3	528.9	915.3	535.6	2 605.1	5.7	148.4
Total PROGRAMME COSTS	6 533.6	5 388.9	8 602.1	6 874.5	27 399.2	5.7	1 572.3
Taxes	327.7	506.6	778.3	517.7	2 130.3	9.1	193.7
Foreign exchange	542.3	648.3	943.6	707.0	2 841.2	8.0	227.3

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

1. The following is a brief description of the main agencies involved in the programme implementation.

BIMAS

2. As the lead executing agency, BIMAS was originally set up to make Indonesia self-sufficient in rice through a programme of 'mass guidance'. It was recently restructured and named the Agency for Food Security Affairs (AFSA), with a secretariat and four operational centres for the assessment of food supply/availability, food distribution, food and nutrition awareness, and food-consumption diversification. Its emphasis on poverty alleviation and food security, together with its previous good performance in executing EJRAP, makes BIMAS a suitable agency for directing the programme. Furthermore, BIMAS is committed to reorienting its traditional top-down approach and to streamlining participatory approaches seeking to secure ownership.

3. It is important to note that BIMAS is a coordinating rather than an implementing organization. It has secretariat offices at the province, district and subdistrict levels. Execution of programmes at the district level is through the extension service, the Centre for Information and Agricultural Extension (BIPP)/district and subdistrict extension staff (BPP) structure that is under the district government. The BIMAS Secretariat and BIPP/BPP staff normally share the same office building.

Non-Governmental Organizations (NGOs)

4. Although the Government attempted a group approach for the delivery of services to small farmers, these groups have tended to be poorly targeted and non-sustainable. Many NGOs gained experience in establishing sustainable self-help groups, often based on savings and credit activities. Therefore, the programme will unite the technical services of the PPLs with NGO village facilitators. This will have the dual benefit of reducing the workload of the overstretched PPLs and developing development skills.

5. The programme area has a large number of NGOs with different mandates. Many are engaged in rural development, some only in a single district, while others operate on a province basis. The programme will appoint a lead NGO for each province and implementing NGOs in each district. The three lead NGOs (Bina Swadaya, PPSW and Annisa) have participated in the PIDRA design and will be directly appointed by the Government. One NGO representative will also participate in loan negotiations. Institutionally, NGOs do not have a hierarchical structure, but rather consist of a Board of Directors, including the manager, a number of resource persons (agriculture, gender, savings and credit, and training) and field workers generally based at the subdistrict level.

Ministry of Agriculture

6. Programme implementation will be through the technical agencies. In the Ministry of Agriculture those most involved will be the Directorates-General of Food Crop Production and Livestock and Inland Fisheries, and the Agencies for Research and Development and Human Resource Development and Agricultural Extension. These are all represented at the province, district and subdistrict levels, and have adequate staff to carry out additional activities that may be required by the programme.

Coordination

7. The programme will be coordinated through permanently established committee meetings that take place every three months at the national, provincial and district levels. Their principal tasks and duties will be as follows:

- Formulate policy concepts for programme management regarding land and water conservation, food crops, horticulture, livestock, estate crops, research, extension, regional autonomy and finance.
- Monitor and evaluate the policy of the programme throughout its duration.
- Meet regularly with the relevant agencies, coordinate programme management, solve problems and guide the programme operation.

8. Detailed composition of these committees will be as follows:

Steering Committee (National Level)

1. Head of Planning Bureau, Secretary General, Ministry of Agriculture (MOA)
2. Head of Foreign Cooperation Bureau, Secretary General, MOA
3. Foodcrops Inspectorate, Inspectorate General, MOA
4. Director-General (DG), Agriculture Inputs, MOA
5. Directorate of Foodcrops, DG Foodcrops, MOA
6. Directorate Horticulture Production, DG. Horticulture Production, MOA
7. Directorate Livestock Production, DG Livestock, MOA
8. Directorate Agricultural Marketing, DG. Primary Industry and Ag. Marketing, in MOA
9. DG Research and Development, MOA
10. Directorate Extension, AFSA, MOA
11. Head of National BIMAS/AFSA, MOA
12. Bureau of Forestry and Agriculture, Bappenas
13. DG Reforestation and Land Conservation, Ministry of Forestry (MOF)
14. Lead NGOs

Advisory Committee (Provincial Level)

1. Head of Economy Bureau, Office of Provincial Government
2. Deputy Governor in Economic Affairs
3. Provincial Bappeda
4. Head of Provincial Food Crops Service
5. Head of Provincial Forestry Service
6. Head of Provincial Livestock Service
7. Head of Provincial Estate Crops Service
8. Head of Provincial Cooperative Service
9. Head of Provincial Road and Bridge Service (Bina Marga, Public Works)
10. BPTP (Center for Agriculture Technology)
11. Bank
12. Head of Provincial Bimas/Provincial Food Security Affairs
13. Head of Provincial Industry and Trade Service
14. Center for Reforestation and Land Conservation
15. Head of Human Settlement Service (Cipta Karya, Public Works)
16. Lead NGO

Implementation Committee (District Level)

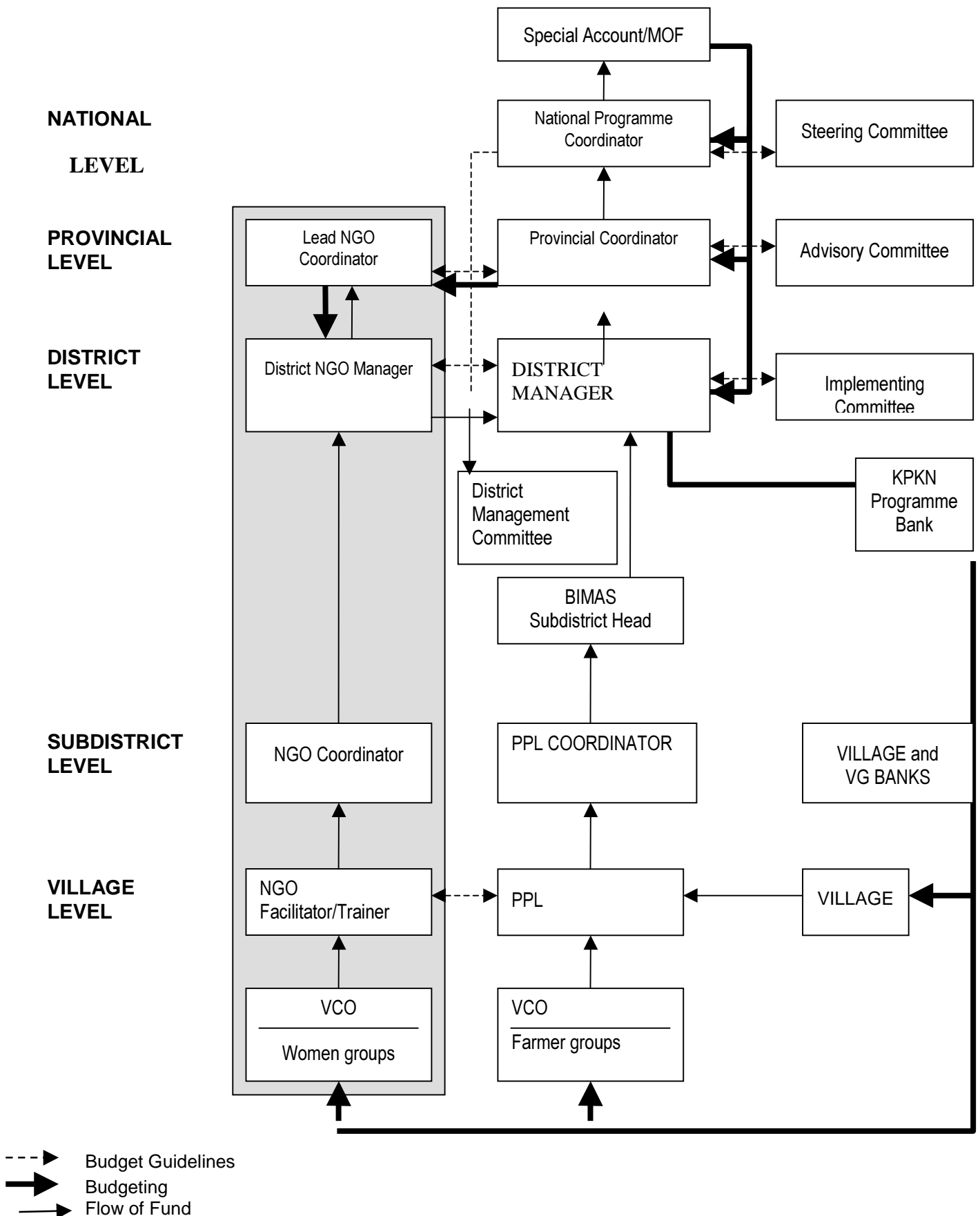
1. Head of Economy Bureau, Office of District Government
2. District Bappeda
3. Head of District Forestry Service
4. Head of Food Crops and Horticulture Service
5. Head of Provincial Livestock Service
6. Head of Provincial Estate crops Service
7. Bank
8. Center for Reforestation and Land Conservation
9. Head of Road and Bridge Service (Bina Marga, Public Works)
10. Head of Human Settlement Service (Cipta Karya, Public Works)
11. Center for Information and Agricultural Extension (BIPP)
12. District NGO

District Management Committee (DMC)

In addition to the above committees, the district-level operations of the programme will require a meeting of the DMC every month, which will be responsible for the programme's routine management and execution. Its composition is as follows:

1. District manager
2. Secretary of BIMAS
3. M&E officer
4. NGO staff (3)
5. Client representatives (3)

BUDGETING AND FLOW OF FUNDS



FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

1. **Financial analysis.** The objectives of the financial analysis are: (i) to examine the financial impact of the programme interventions at the household level; (ii) to estimate the programme's incremental physical production; and (iii) to establish the framework for the economic analysis of the programme.

2. **Crop and activity models.** The actual activities of the programme will be identified during implementation according to the needs of self-help groups. Therefore, the patterns of farmers' on-farm activities are expected to be considerably diversified. Production and operating costs were calculated based on seven activity and two livestock budgets, multiplied by the estimated number of participants in each activity.

3. **Financial returns.** Projected net farm incomes at full development are shown in Table 1 below. In actual implementation, each household will practice a combination of these activities. However, the table reveals that, within the framework of each activity, the proposed models will induce a considerable increment of net return.

Table 1: Financial Returns by Crop/Activity Model at Full Development

Activity	Unit	Without	With	Incremental
Model 1: Tree planting on previously cropped land	USD/ha	213	1,215	1 002
Model 2: Tree planting on newly cleared land	USD/ha	-	1,215	1 215
Model 3: Alley cropping of maize with tree crops and fodder crops	USD/ha	213	441	228
Model 4: Grass, legume and hedgerow cropping	USD/ha	182	695	513
Model 5: Maize cropping with inputs	USD/ha	213	286	74
Model 6: Maize cropping with compost	USD/ha	213	330	118
Model 7: Maize cropping with inputs and compost	USD/ha	213	321	108
Model 8: Cattle livestock model	USD/5 head	-	219	219
Model 9: Goat livestock model	USD/10 head	-	234	234

4. **Short term credit.** Credit has been included to finance inputs such as seeds and seedlings at the equivalent of 22.15% interest over a period of 12 months. Upon completion of repayment of the first year, the beneficiaries are entitled to obtain crediting for the next year up to three years. The average amount of crediting is assumed to be IDR 300 000, IDR 500 000 and IDR 700 000 in the first, second and third years, respectively. The net benefit per beneficiary after crediting is presented below in Table 2.

Table 2: Net benefit after financing/1

<i>Activity</i>	Year	T. Output	T. Input	Credit amount	Debt Service/2	Net Crediting	Net Benefit after Financing
Model 1: Tree planting on previously cropped land (less cost for tree planting given on grant basis)	1	1000	367.5	300	366.45	-66.45	566.05
	2	750	248.5	500	610.75	-110.75	390.75
	3	1550	187.5	700	855.05	-155.05	1207.45
Model 2: Tree planting on newly cleared land (less cost for tree planting given on grant basis)	1	1000	367.5	300	366.45	-66.45	566.05
	2	750	248.75	500	610.75	-110.75	390.5
	3	1550	187.5	700	855.05	-155.05	1207.45
Model 3: Alley cropping of maize with tree crops and fodder crops	1	1075	408	300	366.45	-66.45	600.55
	2	1260	336	500	610.75	-110.75	813.25
	3	1575	328	700	855.05	-155.05	1091.95
Model 4: Grass, legume and hedgerow cropping	1	2100	749.25	300	366.45	-66.45	1284.3
	2	2700	621.375	500	610.75	-110.75	1967.875
	3	3175	621.375	700	855.05	-155.05	2398.575
Model 5: Maize cropping with inputs	1	1145	255	300	366.45	-66.45	823.55
	2	1145	255	500	610.75	-110.75	779.25
	3	1145	255	700	855.05	-155.05	734.95
Model 6: Maize cropping with compost	1	1320	180	300	366.45	-66.45	1073.55
	2	1320	180	500	610.75	-110.75	1029.25
	3	1320	180	700	855.05	-155.05	984.95
Model 7: Maize cropping with inputs and compost	1	1282.5	217.5	300	366.45	-66.45	998.55
	2	1282.5	217.5	500	610.75	-110.75	954.25
	3	1282.5	217.5	700	855.05	-155.05	909.95

/1 One farmer is assumed to have 0.5 ha of farmland to be included in the activity.

Interest rate is assumed to be equivalent 22.15 % per year. In addition, a repayment period of one year is assumed.

/2 Model one and two present benefit inflow from the initial year. This is accounted for maize planting combined with tree crops.

5. **Economic analysis.** The objective of this economic analysis is to present the programme benefits to ensure that the programme contribution to the economy justifies the use of the resources required for the programme investment and activity.

6. **Selected assumptions.** Parameters for the economic analysis are quantifiable benefits related to the programme's investments and the incremental programme and post-programme costs. A twenty-year analysis period is assumed, which is an adequate time frame for examining the impact of the rehabilitation and technology change. Programme inputs and outputs traded internationally have been valued at their border prices, adjusted to allow for shipping and handling costs between the programme area and the points of import or export. The value of minor commodities and non-traded items were derived from financial prices on which a Standard Conversion Factor (SCF) of 0.95 was applied. The programme's incremental costs in economic terms were calculated by removing price contingencies and taxes. Agricultural and livestock inputs and credit, which had been included in the production cost in each budget model, were subtracted from total programme costs. No residual values on capital investment items were assumed.

7. **Economic rate of return.** Based on the above assumptions, the resulting economic rate of return was 19%. This is mainly attributed to yield increase by introducing new cropping patterns, including tree crops and organic inputs.

8. **Sensitivity Analysis.** Table 3 presents the ERR's sensitivity to changes in the levels of cost and benefit, and the timing of the benefit flow.

Table 3: ERR and Sensitivity Analysis

Total Cost	Total Benefit			
	Base	-10%	-20%	Lag 1yr
Base	19%	17%	15%	16%
+10%	17%	15%	13%	14%
+20%	15%	13%	11%	13%

9. **Impact of revenue decrease.** As it is presented above, the programme ERR is more sensitive to the decrease in benefits. The variables determining the cost and benefit streams are yield, adoption rate, prices and quantities of inputs and outputs. Decrease of total benefit can be caused by lower yield response to the technical package of the programme and the fall of export parity price of the main cash crops such as tree crops ¹. Table 4 presents the ERR response to the decline of revenue from maize and tree crops to present resilience of the programme towards these unfavourable conditions. For example, if the revenue from tree crops declines 10%, the ERR is calculated at 18%. These figures may show that diversified farming patterns would absorb risks, such as price drop and yield decline by natural circumstances. In actual implementation, farmers' group activity will be notably diversified and combined more complexly according to the community's willingness than the models presented in this analysis. Moreover, diversification across on and off-farm activity will amplify the resilience of programme returns in the same context.

Table 4: Response to Drop in Revenue from Maize/Tree Crops

		Tree Crops					
		Base ²		-10%		-20%	
		ERR	NPV	ERR	NPV	ERR	NPV
Maize	Base	19	5 614 664	18	4 802 716	18	4 789 453
	-10%	18	5 397 817	17	4 284 334		
	-20%	18	4 789 453			15	2 468 034

¹ Cashew was employed as an example in this analysis.

² Net Present Value.